



Commune de La Grande Béroche

**REGLEMENT DES PORTS**

**Administration  
générale**

**Article premier** Le Conseil communal gère les ports de Bevaix, Saint-Aubin-Sauges et Vaumarcus. Il nomme les garde-port qui se chargent de la surveillance des ports et de la zone portuaire, de leur entretien et de l'exploitation de leur grue. Le Conseil communal établit les cahiers des charges et les conditions d'engagement.

**Périmètre de la zone  
portuaire**

**Art. 2** La gestion et la surveillance comprennent :

a) pour Bevaix : les terrains situés autour du port et le terre-plein (Môle des garçons), utilisé notamment pour le dépôt des bers, sis au Sud du chemin du Moulin et à l'Est du ruisseau du Biaud, selon les plans de l'annexe 1.

b) pour Saint-Aubin-Sauges : tous les terrains, sis à l'Ouest dans les limites de construction de l'ancien et du nouveau port et à l'Est, par les terrains du chantier naval ainsi que la surface sise à l'Est du chantier naval (Pointe du Rafour), selon les plans de l'annexe 2.

c) pour Vaumarcus : les terrains englobant le port et la plage, selon le plan de l'annexe 3.

**Police**

**Art. 3** Le périmètre des zones portuaires est placé sous la surveillance des garde-ports assermentés. Les attributions de la gendarmerie et de la police du lac sont réservées.

**Utilisation des places d'amarrage**

**Art. 4** L'usage d'une place aux ports de Bevaix, Saint-Aubin-Sauges et Vaumarcus fait l'objet d'un contrat de location.

- a) Les personnes désirant bénéficier d'une place doivent en faire la demande écrite à l'administration communale.
- b) Les places d'amarrage dans les ports de la commune de La Grande Béroche sont réservées en priorité aux habitants de la commune.
- c) Les bateaux au bénéfice d'une place dans les ports de Bevaix, Saint-Aubin-Sauges et Vaumarcus doivent impérativement être immatriculés dans le canton de Neuchâtel.
- d) Le prêt ou la sous-location d'une place ne sont pas admis. Les cas d'exceptions sont réglés par le Conseil communal sur la base d'une demande circonstanciée.
- e) Les absences prolongées d'un bateau à sa place d'amarrage entre mai et septembre doivent être annoncées à l'administration communale. Cette dernière se réserve le droit de pouvoir y amarrer temporairement un bateau de passage.
- f) Quelques places d'amarrage sont réservées pour les bateaux de passage. L'amarrage est soumis au paiement d'une taxe fixée par le Conseil communal, selon l'arrêté sur les tarifs relatifs à l'exploitation des ports de la commune de La Grande Béroche.
- g) Les taxes annuelles sont fixées par le Conseil communal, selon l'arrêté sur les tarifs relatifs à l'exploitation des ports de la commune de La Grande Béroche.
- h) Le service du port est assuré selon l'horaire et les tarifs affichés dans les ports.
- i) Durant l'hiver, les bateaux peuvent être laissés à l'eau aux risques et périls des propriétaires.
- j) Tout changement de domicile du locataire de la place doit être annoncé par écrit dans les 14 jours à l'administration communale de La Grande Béroche.
- k) Lors de vente de bateau, la place d'amarrage n'est pas garantie pour le repreneur.
- l) Lors de succession, les héritiers reprennent le contrat de location pour autant qu'ils immatriculent le bateau à leur nom.

## **Renouvellement et résiliation**

**Art. 5** <sup>1</sup>Le contrat de location peut être résilié par le Conseil communal avec effet immédiat en cas de non observation du présent règlement ou des décisions du Conseil communal :

- a) Lorsque la location n'est pas payée dans le délai imparti à l'administration communale.
- b) Lorsque le bateau n'est pas en état de fonctionner, que l'amarrage est défectueux ou qu'il est en mauvais état d'entretien.
- c) Lorsque la place a été prêtée ou louée à un tiers sans autorisation du Conseil communal.
- d) Lorsque qu'il est manifeste que le bateau ne navigue plus depuis au moins deux ans.
- e) Lorsque le bateau n'est plus au bénéfice d'un permis de navigation.
- f) Lorsque la place est inoccupée pendant plus de quatre mois sans accord convenu avec la Commune.
- g) Au terme d'une procédure pénale ou administrative en lien avec l'utilisation d'une place de port et en fonction de ses conclusions.

<sup>2</sup>Si le bénéficiaire ne libère pas la place après que le contrat ait été résilié, le Conseil communal peut ordonner l'évacuation du bateau et des objets qui l'occupent aux frais et risques du bénéficiaire.

<sup>3</sup>Toute résiliation de place doit parvenir, avec un préavis de deux mois, par écrit, à l'administration communale.

## **Paiement des taxes**

**Art. 6** <sup>1</sup>Les taxes sont payables, par année, en une seule fois. L'expédition des factures a lieu durant le premier trimestre avec un délai de paiement jusqu'au 31 mai de chaque année. Si à l'échéance de ce délai, et malgré un rappel, la taxe demeure impayée, le Conseil communal est en droit de résilier le contrat et pourra disposer de la place en faisant, au besoin, évacuer le bateau et les objets qui l'occupent, aux frais et risques du locataire.

<sup>2</sup>Tous les tarifs relatifs à l'exploitation des ports sont fixés par un arrêté du Conseil communal.

**Attribution des places** **Art. 7** <sup>1</sup>Les garde-port attribuent la place d'amarrage en fonction des dimensions et caractéristiques des bateaux. Ils peuvent autoriser ou imposer des changements d'emplacement si des raisons techniques ou pratiques l'exigent. Dans la mesure du possible, ils tiennent compte du désir des intéressés.

<sup>2</sup>Le nom et l'adresse du locataire de la place d'amarrage doivent être identiques à ceux figurant sur le permis de navigation. Aucun contrat de location ne pourra être établi au nom d'une copropriété.

<sup>3</sup>Si une place est attribuée avant l'octroi du permis de navigation, le locataire dispose de six mois au maximum pour occuper la place louée, faute de quoi le contrat sera résilié par le Conseil communal à l'issue de ce délai.

<sup>4</sup>Toute exception sera traitée par le Conseil communal sur demande écrite.

<sup>5</sup>Le Conseil communal tranche les recours en la matière qui lui sont présentés dans les 20 jours, dès leur notification.

## **Pontons**

**Art. 8** <sup>1</sup>La surface de cheminement des pontons doit rester libre d'installation ou dépôt d'objets de toute nature (exception : voir art. 13, lettre f). Toute modification ou atteinte aux pontons est interdite.

<sup>2</sup>L'accès aux pontons n'est autorisé qu'aux seuls usagers des bateaux qui y sont amarrés.

## **Amarrage**

**Art. 9** <sup>1</sup>Seuls les bouées de gréement, les pilotis, les brancards et les pontons fournis par la commune sont tolérés. Chaque usager est responsable du matériel qui lui est attribué.

<sup>2</sup>L'amarrage des bateaux n'est admis qu'aux boucles des pilotis et des brancards ainsi qu'aux points d'amarrage.

<sup>3</sup>Le matériel suivant est admis :

- a) Cordes de liaisons des pontons aux piquets, diamètre maximum 12 mm (câbles métalliques interdits), avec point d'attache aux boucles d'amarrage.
- b) Pare-battages vendus dans le commerce, sans fixation métallique, en nombre suffisant et de dimensions adéquates.
- c) Protections en plastique, selon modèle agréé, fixées parallèlement aux pilotis. Toute modification des pilotis est interdite.
- d) Les bateaux doivent être amarrés de façon à ne pas gêner la navigation et à ne pas occasionner de dégâts aux embarcations voisines.
- e) Les bénéficiaires demeurent responsables de leurs bateaux ainsi que des installations d'amarrage.
- f) Il est interdit de lever les moteurs et de les laisser hors d'eau lorsque ceux-ci provoquent, en dépassant de la place, un risque de contact avec un bateau manœuvrant dans le port.

## Places à terre

**Art. 10** <sup>1</sup>L'emplacement loué est réservé à l'entreposage du bateau et de son engin de transport, à l'exclusion de tout véhicule à moteur.

<sup>2</sup>Il n'y a pas de places à terre pour le stationnement de remorques et de bers à Vaumarcus.

<sup>3</sup>Les remorques et bers entreposés portent bien visiblement le numéro d'immatriculation du bateau ainsi que le nom du propriétaire. A défaut, il sera procédé après avis officiel à sa séquestration et en dernier recours à la destruction de la remorque ou du ber aux frais du propriétaire.

## Hivernage

**Art. 11** L'hivernage des bateaux est soumis aux conditions suivantes :

- a) La requête en vue de l'obtention d'une place d'hivernage se fait auprès des garde-ports.
- b) Le début de la période d'hivernage intervient au plus tôt le 1<sup>er</sup> octobre, la remise à l'eau au plus tard le 30 avril. Dès le 1<sup>er</sup> mai de chaque année, les propriétaires de bateaux occupant encore une place d'hivernage sont redevables d'une taxe journalière fixée par le Conseil communal.
- c) La taxe d'hivernage est fixée par arrêté du Conseil communal.
- d) Au port de Saint-Aubin-Sauges, les bateaux seront démâtés.

## Grue

**Art. 12** L'utilisation de la grue est du ressort des garde-ports. Toute demande de mouvement doit lui parvenir au plus tard 5 jours à l'avance.

## Obligations des locataires

**Art. 13** Les usagers du port doivent :

- a) Convenablement et solidement amarrer les bateaux à l'emplacement désigné.
- b) Se conformer aux ordres des garde-ports.
- c) Maintenir la propreté des lieux. La vidange des toilettes installées à bord des bateaux doit être réalisée aux endroits prévus à cet effet.
- d) Avoir égard aux bateaux voisins.
- e) N'utiliser, ne déplacer ou ne retirer les amarres des bateaux de tiers, sans l'autorisation des propriétaires, qu'en cas de force majeure (secours, protection d'une embarcation).
- f) S'abstenir de tout dépôt ou installation sur les pontons, passerelles, radiers et terre-plein du port. Un marchepied d'une largeur maximale de 40 cm est autorisé.
- g) Utiliser les bouées de gréement uniquement pendant le temps strictement indispensable.
- h) Respecter le silence et la tranquillité de 22h00 à 07h00.
- i) Eviter le battement des drisses.
- j) Eviter de provoquer, en naviguant, des vagues pouvant gêner les bateaux amarrés.

## **Eau et électricité**

**Art. 14** Les prises d'eau de lavage et d'électricité sont destinées uniquement à l'usage courant du port. Leur utilisation peut être soumise aux tarifs communaux.

## **Lavage**

**Art. 15** Le lavage des bateaux avec des produits savonneux est interdit.

## **Zone portuaire**

**Art. 16** <sup>1</sup>Dans la zone portuaire, il est :

- a) Interdit de détériorer les installations.
- b) Interdit de se baigner, de naviguer avec des engins de plage et de pêcher dans les ports.
- c) Interdit de faire du camping.
- d) Interdit de circuler avec des véhicules à moteur ou des cycles sur les digues du port et sur les plages.
- e) Interdit de laisser stationner des remorques ou des bateaux sur des emplacements non-prévus à cet effet ou non autorisés par l'administration communale.

<sup>2</sup>Les dispositions du règlement intercantonal concernant la police de la navigation sont applicables.

<sup>3</sup>Les travaux de réparation, entretien, nettoyage et grutage des bateaux sont exécutés dans les endroits réservés à cet effet, d'entente avec les garde-port.

## **Répartition des risques**

**Art. 17** <sup>1</sup>La commune n'est pas dépositaire des bateaux, véhicules et objets quelconques se trouvant dans le périmètre du port.

<sup>2</sup>La responsabilité de la commune est limitée aux faits visés à l'art. 58 du CO (vice de construction ou défaut d'entretien).

<sup>3</sup>La commune décline toute responsabilité envers les propriétaires de bateaux et les tiers pour les dommages causés par les éléments naturels, les accidents ou les vols.

<sup>4</sup>Les propriétaires de bateaux sont responsables vis-à-vis des tiers.

<sup>5</sup>Les frais de toute nature provoqués par un usager du port sont à sa charge.

## Dispositions pénales

**Art. 18** <sup>1</sup>Tout locataire qui ne se soumet pas au règlement ou qui, par son comportement, gêne les usagers du port, sera averti par l'autorité communale.

<sup>2</sup>En cas de faute grave ou de récidive, son droit d'amarrage lui sera retiré sans remboursement des taxes payées.

<sup>3</sup>Une amende jusqu'à CHF 10'000.- (art. 1, ch. 3, du Code pénal neuchâtelois ; CPN du 20 novembre 1940) peut être infligée, si le fait n'est pas réprimé par une disposition pénale plus sévère.

<sup>4</sup>Les articles du règlement de police relatifs aux mineurs sont également applicables.

## Dispositions finales

**Art. 19** <sup>1</sup>Les cas non prévus par le présent règlement sont tranchés par le Conseil communal.

<sup>2</sup>Le présent règlement abroge et remplace toute décision ou règlement antérieur, notamment les règlements de ports des anciennes communes de Bevaix, Saint-Aubin-Sauges et Vaumarcus.

<sup>3</sup>Le présent règlement est soumis au délai référendaire et entre en vigueur dès son adoption par le Conseil général et sa sanction par le Conseil d'Etat.

AU NOM DU CONSEIL GENERAL

Le président,  
Jean Bergamin

La secrétaire,  
Donatella Vantaggio



St-Aubin-Sauges, le 15 novembre 2021

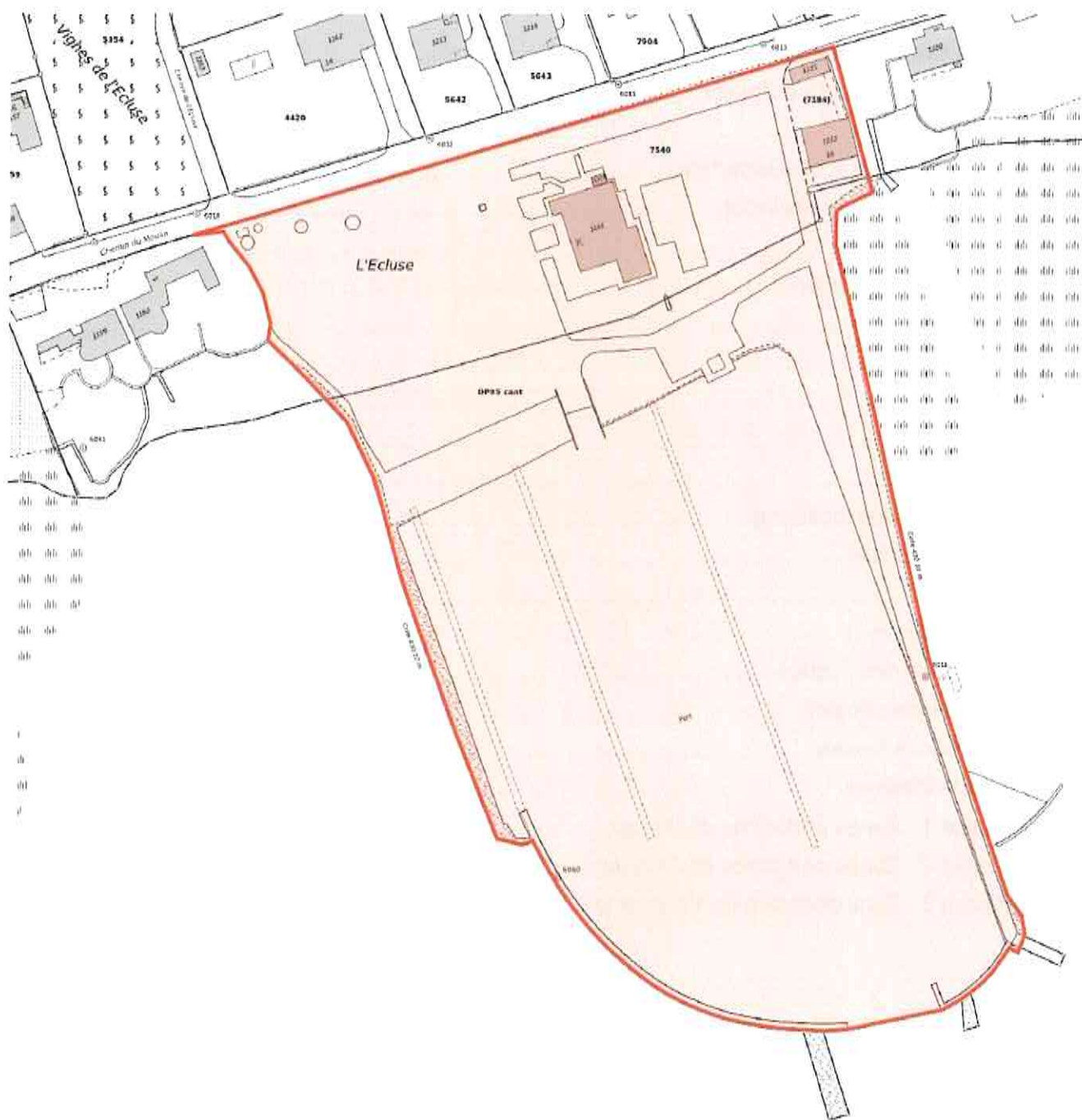
*N. B. : Toutes les dénominations visant des personnes et formulées au masculin dans ce document s'entendent aussi bien au féminin.*



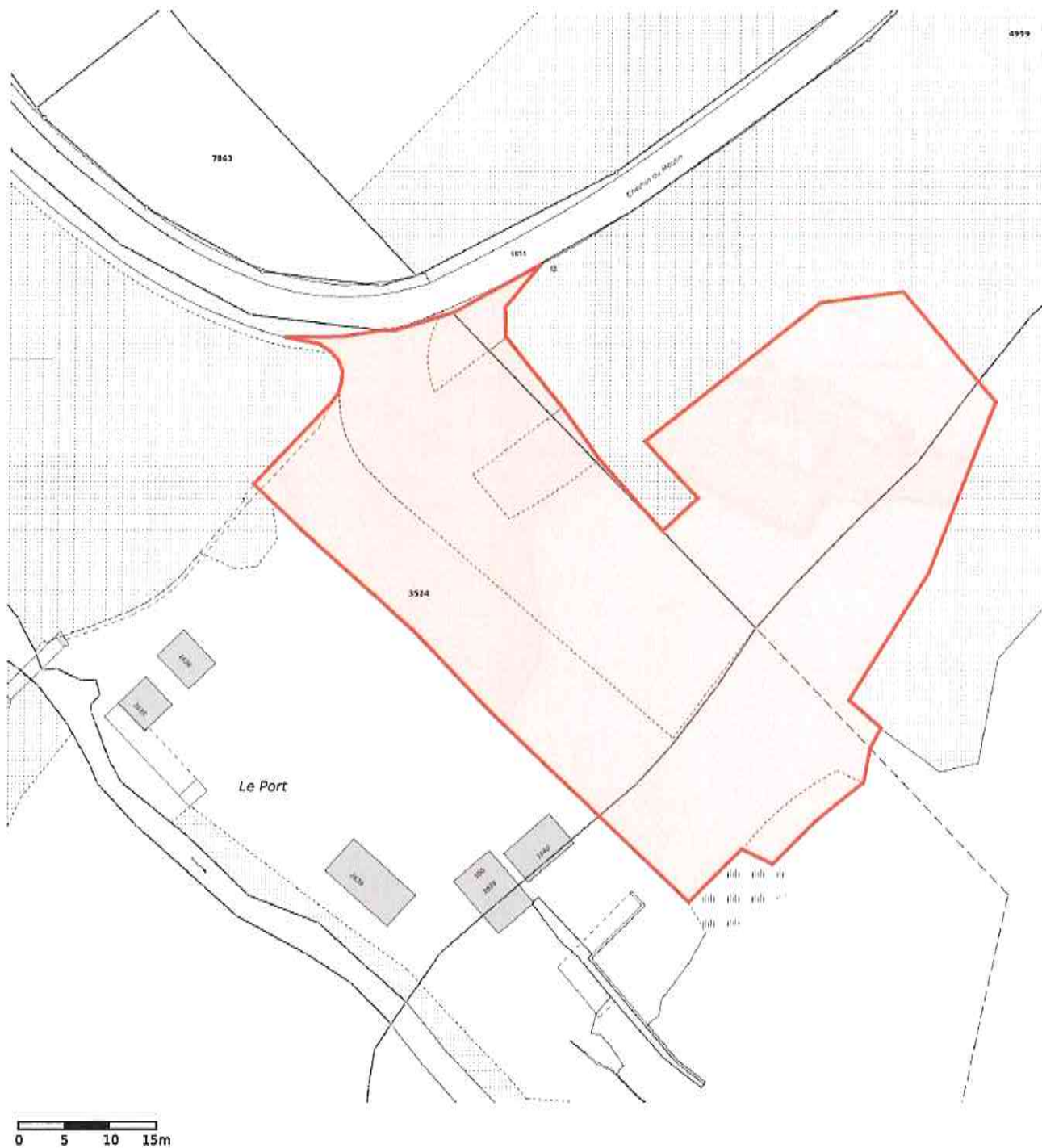
## Table des matières

Administration générale.....	2
Périmètre de la zone portuaire .....	2
Police .....	2
Utilisation des places d'amarrage.....	3
Renouvellement et résiliation .....	4
Paiement des taxes.....	4
Attribution des places .....	5
Pontons.....	5
Amarrage .....	5
Places à terre.....	6
Hivernage.....	6
Grue.....	6
Obligations des locataires .....	6
Eau et électricité.....	7
Lavage .....	7
Zone portuaire.....	7
Répartition des risques.....	7
Dispositions pénales .....	8
Dispositions finales .....	8
Table des matières .....	9
Annexe 1 : Zones portuaires de Bevaix.....	10
Annexe 2 : Zones portuaires de St-Aubin.....	12
Annexe 3 : Zone portuaire de Vaumarcus .....	14

# Annexe 1 : Zones portuaires de Bevaix

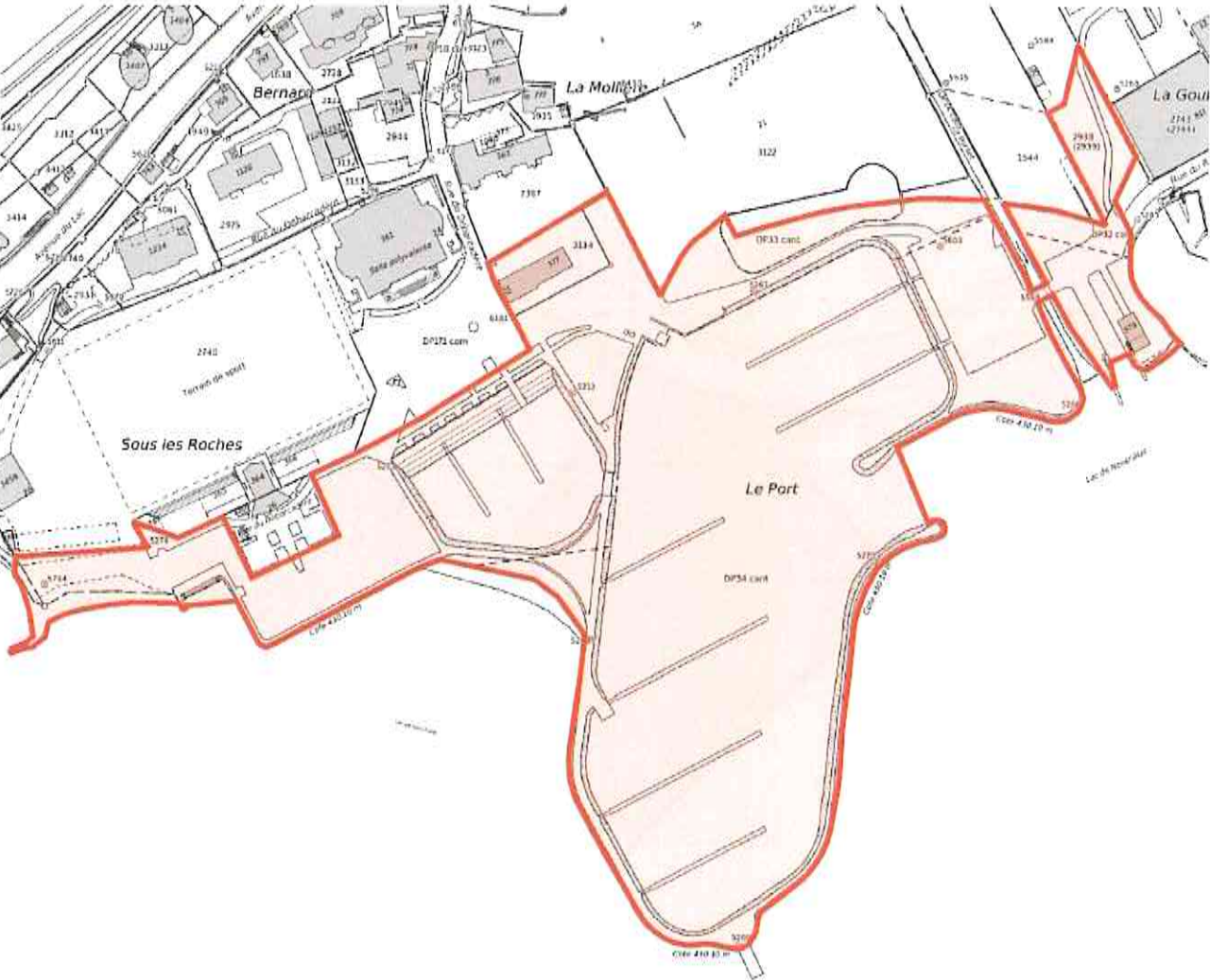


Port

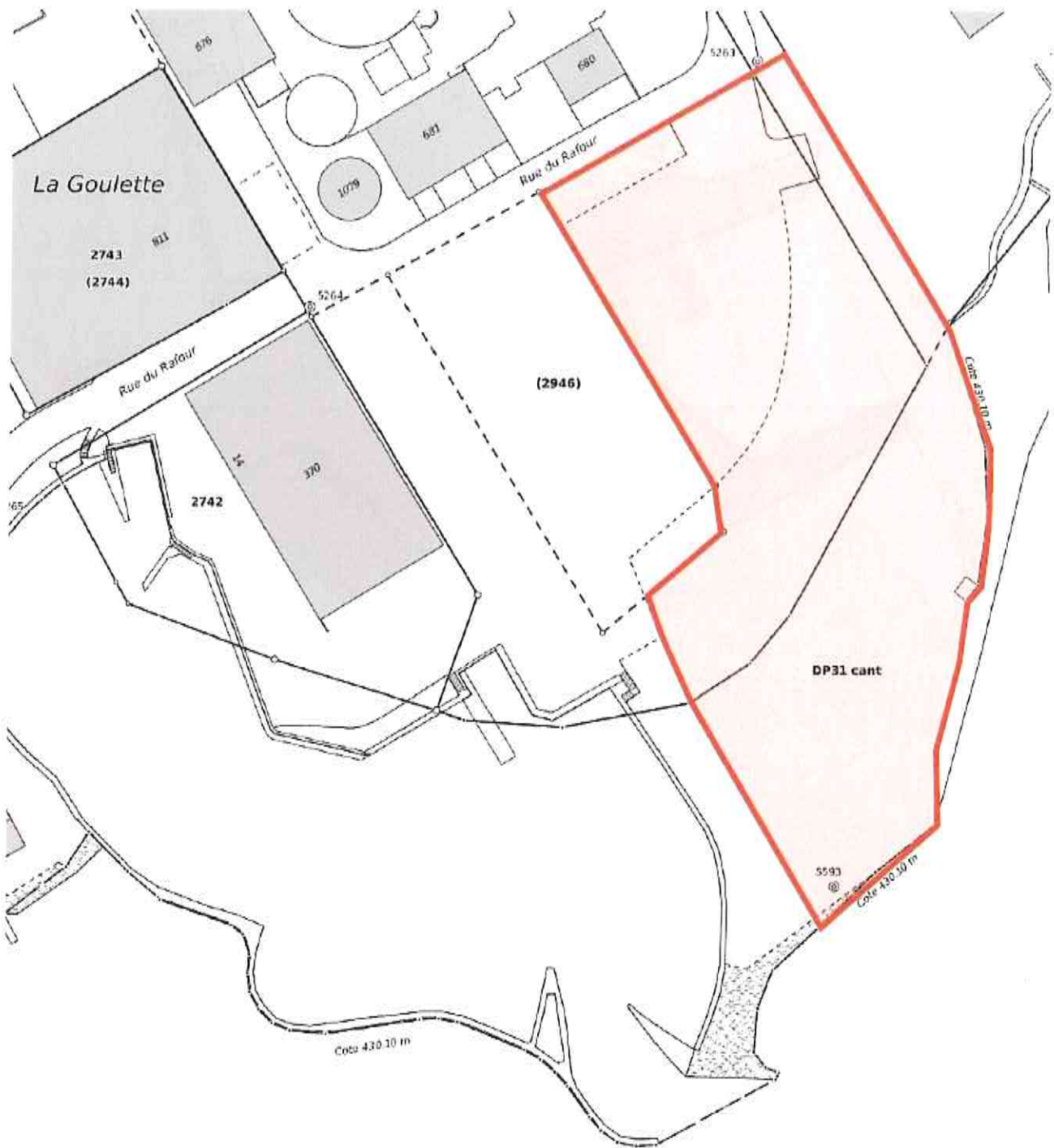


Môle des Garçons

Annexe 2 : Zones portuaires de St-Aubin

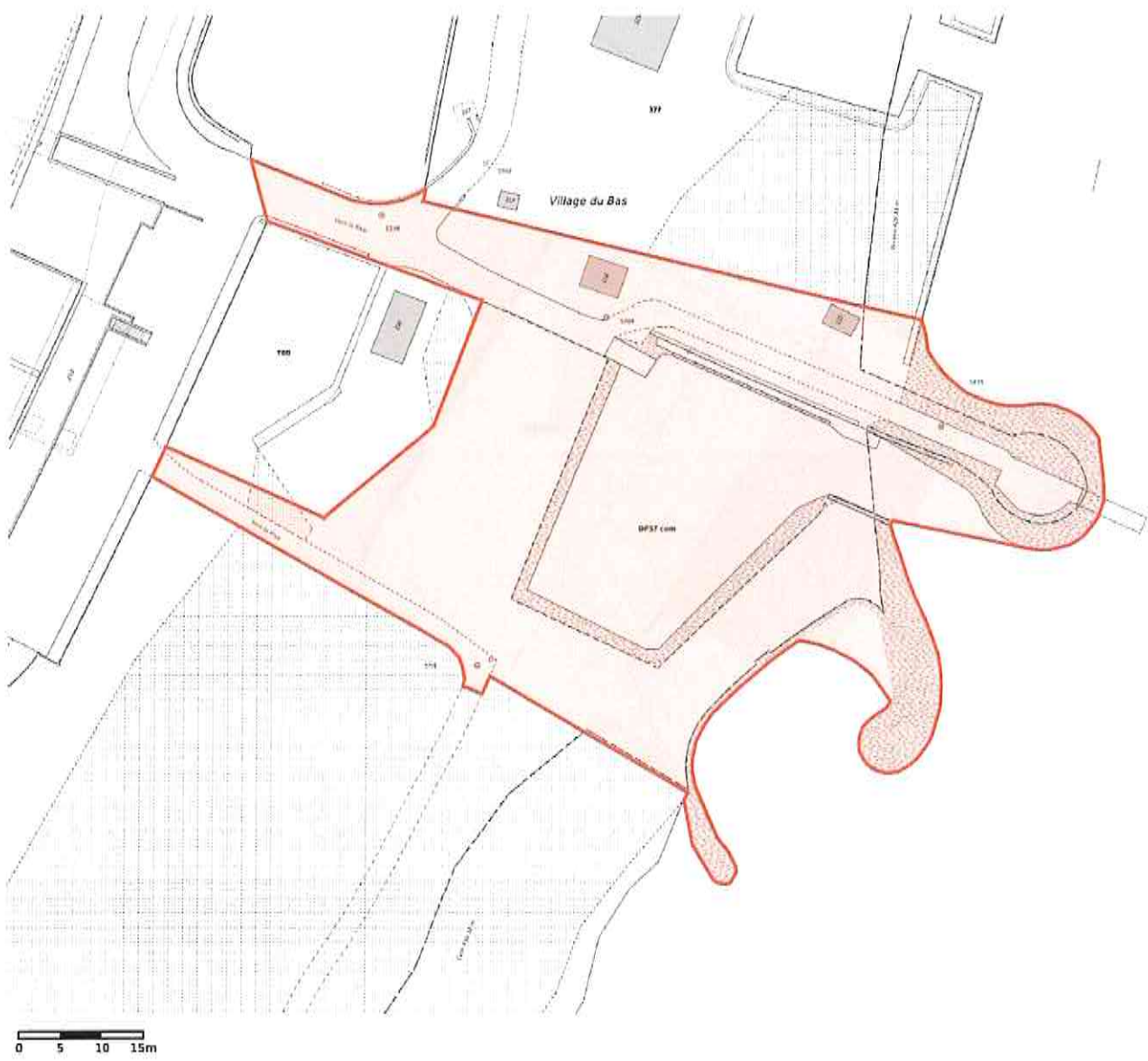


Port



Pointe du Rafour

### Annexe 3 : Zone portuaire de Vaumarcus



Port